

Une économie sous serre

Par Saïd BOUCETTA - Lundi 14 Septembre 2015

Dans la batterie de mesures «imaginées» par le gouvernement pour booster l'économie nationale et la diversifier aux fins de la défaire de «la prise d'otage» dont elle est l'objet de la part du double effet dévastateur de la baisse des prix des hydrocarbures et la prévalence «scandaleuse» de l'économie informelle, le ministre des Finances a sérié pas mal d'actions et de mesures susceptibles de ralentir la machine «Algérie» qui va droit au précipice. Tous les politiques, au pouvoir, sont d'accord sur un point au moins, à savoir de mettre un maximum de bâtons sur le chemin des importateurs, histoire de dépenser le moins possible dans un laps de temps le plus long possible. Il faut dire qu'en termes d'imagination, il n'est pas besoin d'en avoir beaucoup, pour arriver à cette conclusion.

Il faut dire, par ailleurs, que la baisse des importations ne peut pas constituer un programme de relance économique. L'Exécutif le sait très bien. Et dans la lancée de son déploiement pour répondre aux exigences qu'impose la situation financière du pays, il s'en va chercher l'argent de l'informel. L'idée n'est pas mauvaise en soi. Mais, le ministre des Finances qui défend avec beaucoup de conviction sa «mise en conformité fiscale volontaire», semble négliger un levier essentiel pour le financement de l'économie nationale. En effet, c'est bien d'éponger l'argent qui circule dans les milieux de l'informel pour le reverser dans l'économie nationale. Mais ce serait bien mieux de coupler cette opération avec une dynamisation effective de la Bourse. Or, depuis la baisse des prix du pétrole, la loi de finances complémentaire 2015 et autres sorties du Premier ministre, le mot «Bourse» n'a même pas été prononcé.

Pourtant, il n'est pas besoin d'être un grand expert pour savoir que les entreprises, moteur de toute économie, se financent par le circuit bancaire, mais aussi et surtout par la Bourse des valeurs. Tous les pays du monde disposent d'une Bourse avec au moins une vingtaine d'entreprises qui y sont cotées. Même la Palestine a sa propre Bourse, où les opérateurs économiques viennent financer leurs projets.

La Bourse d'Alger, parlons-en, est de loin, la plus chétive de la planète. Il ne s'y passe rien du tout. Personne, au gouvernement ne semble s'y intéresser.

Le tracé de son activité est plat. Pourtant, le gouvernement parle de

l'introduction de quelque huit entreprises publiques. A ce jour, on n'a rien vu. Récemment, il a été fait état d'une probable entrée de trois entreprises. Mais c'est juste pour le dire. On ne sent aucune volonté sérieuse de dynamiser ce formidable levier de financement de l'économie. A croire que nos responsables ont pris la résolution de maintenir l'économie du pays sous serre. Il n'est plus possible de poursuivre sur cette voie.